



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

***portant mise en demeure de la société SCEA DRIEZ AURELIEN
pour l' Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)
qu'elle exploite sur la commune de Vaux-Rouillac***

Le préfet de la Charente

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Vu les récépissés de déclaration du 05/03/2018 (chai 1 pour plus de 400 m³ d'alcools) et 27/05/2020 (chai 2 pour plus de 400 m³ d'alcools) délivrés à la SCEA DRIEZ AURELIEN, 21 rue du Nord 16170 Vaux-Rouillac, pour l'exploitation d'un stockage d'alcools de bouche de titre alcoométrique volumique (TAV) supérieur à 40 % sur la commune de Vaux-Rouillac, au lieu-dit « Terre-Fort » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 23 septembre 2025, faisant suite à l'inspection du 28 août 2025, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courrier, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Vu la réunion d'échange du 10 octobre 2025 entre l'exploitant, l'inspection et Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 28 août 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la capacité de stockage d'alcools de TAV > 40 % vol. installée sur le site est supérieure à 500 m³ (environ 850 m³ au regard des contenants présents dans les deux chais de stockage d'alcools du site) ;

Considérant que le seuil de l'autorisation de la rubrique 4755-2 de la nomenclature des installations classées est fixé à 500 m³ d'alcools de bouche de TAV > 40 % vol. ;

Considérant que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite d'inspection du 28 août 2025 relève du régime de l'autorisation et est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le fonctionnement de l'installation sans autorisation est susceptible de présenter de graves dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment l'épandage non contrôlé de liquides inflammés en cas d'incendie ou la pollution des sols en cas d'épandage accidentel ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SCEA DRIEZ AURELIEN de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que l'article L. 171-7 dispose que : « l'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure » ;

Considérant qu'afin de réduire les risques en attendant la régularisation de l'établissement, il convient de ramener la quantité d'alcools de bouche de TAV > 40 % réellement présente au sein de l'installation sous le seuil de la déclaration ;

Considérant que des mesures conservatoires doivent être mises en place du fait :

- qu'en l'absence de capacité de rétention suffisante et qu'à la lumière de la topographie du site, l'épandage des liquides inflammés depuis le chai 1 peut provoquer l'apparition d'un feu de nappe, susceptible de générer des écoulements inflammés pouvant atteindre l'installation de stockage située en contrebas du site, soit le chai 2 et conduire à l'incendie généralisé des installations déclarées par récépissés susvisés ;
- qu'en l'absence d'un volume suffisant de réserve d'eau de lutte contre l'incendie, les services de secours pourraient être confrontés, en cas d'incendie, à l'impossibilité opérationnelle de limiter la propagation de ce dernier ;

Sur proposition de Mme la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société SCEA DRIEZ AURELIEN, dont le siège social est situé à Vaux-Rouillac, 21 rue du Nord, exploitant une installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol., sise au lieu-dit « Terre Fort » sur la commune de Vaux-Rouillac, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément aux articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- ou en réduisant durablement son activité en deçà du seuil de l'autorisation de la rubrique 4755-2 de la nomenclature des installations classées ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours, l'exploitant fera connaître laquelle de ces deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois ;
- dans le cas où il opte pour la réduction d'activité, celle-ci doit être effective dans un délai de 2 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Mesures conservatoires

Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, la société SCEA DRIEZ AURELIEN doit :

- sous 2 mois, disposer d'une rétention associée au chai 1 d'un volume au moins égal à 100 % de la QSP de ce chai ;
- sous 4 mois, disposer d'une réserve d'eau de défense incendie suffisante (300 m³) dans le cas où la QSP totale du site (c'est à dire celle pour les deux chais réunis) resterait supérieure à 500 m³.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société SCEA DRIEZ AURELIEN.

Copie en sera adressée à :

- madame la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac,
- monsieur le maire de la commune de Vaux-Rouillac,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cognac, le 17 novembre 2025

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

